

Consolider la communauté d'action avec la Russie

Jacques SAPIR
Janvier 2003

I/ La fermeté de la Russie et le soutien apporté à la position de la France et de l'Allemagne sur la question irakienne ont créé un nouveau contexte. Ceci n'était nullement garanti il y a encore quelques mois, car des éléments importants poussaient Moscou à maintenir une politique très prudente dans ses relations avec l'Europe et les États-Unis.

Il ne faut pas surestimer en effet l'importance de l'Irak pour la politique russe ou pour ses intérêts économiques. Ce pays n'est plus un partenaire décisif pour Moscou, à la différence de l'Iran. Les intérêts économiques russes en Irak sont de plus en plus largement virtuels et soumis, quelle que soit l'issue de la crise, aux négociations entre compagnies pétrolières russes et américaines. La question irakienne est certainement symbolique, mais en ce cas le symbole dépasse, et de loin, l'importance immédiate des liens directs entre les deux pays.

Les relations entre la Russie et les États-Unis doivent, elles aussi, être considérées au-delà du discours tenu de part et d'autre sur une nouvelle "grande alliance". Il importe ici de ne pas confondre stratégie et tactique. L'intérêt de la Russie, qui reste dramatiquement affaiblie économiquement et socialement n'est pas de rentrer dans l'immédiat dans une opposition frontale avec Washington. Éviter un isolement du type de celui qui survint au moment de la crise du Kosovo en 1999 est une des priorités de la diplomatie russe. Moscou sait, par ailleurs, que l'alliance anti-terroriste issue du 11 septembre 2001 oblige les États-Unis de cesser leur soutien aux forces islamistes déstabilisatrices à l'oeuvre dans le Caucase et le bassin de la Caspienne. Ces intérêts géopolitiques sont le facteur essentiel car les États-Unis ne sont qu'un partenaire économique mineur de la Russie. L'ensemble du continent Nord-Américain ne représente que 4,3% du commerce extérieur russe contre plus de 35% pour l'Europe avant l'élargissement. Ils ne sont pas non plus un créancier dominant ni un investisseur important. Enfin, l'ouverture du marché américain au pétrole russe est largement virtuelle : les capacités de production et de transport des hydrocarbures en Russie sont déjà saturées par les contrats d'exportation existants.

L'Europe, et en priorité la France et l'Allemagne, représentent pour la Russie une véritable priorité économique. Avant l'élargissement l'Union Européenne représente 35-40% du commerce extérieur russe; ce chiffre atteindra 45-50% après l'élargissement. Les pays européens sont aussi les premiers créanciers et les premiers investisseurs. Mais, en tant que partenaire géopolitique, la crédibilité de l'Europe restait douteuse pour la Russie jusqu'à la fin de 2002. De plus, la Commission Européenne, en dépit des bonnes relations entre Romano Prodi et Vladimir Poutine, a adopté une attitude souvent négative vis-à-vis de la Russie.

II. Le tournant récent pris par la diplomatie russe est ainsi significatif. Il montre que la position européenne, autour du binôme franco-allemand vient de gagner en crédibilité. Ce tournant cependant sera contesté à l'intérieur du pays. Il doit impérativement être consolidé.

La Russie ne s'est engagée sur le fond que dans la mesure où elle a été persuadée de la solidité de la position française et du couple franco-allemand. Les responsables russes savent

que cela entraînera une dégradation de leurs relations avec les États-Unis, mais considèrent que, désormais, un bloc alternatif est possible qui ne les laissera pas isolés. Ils sont par ailleurs légitimement inquiets du cours désormais imprévisible de la politique américaine.

Cependant, cette position est et sera contestée en Russie même. Les fractions rentières de la nouvelle élite russe sont les premières à profiter des bonnes relations entre Moscou et Washington. Elles restent influentes, en particulier dans les médias. Quant à la fascination pour les États-Unis, si elle est retombée dans la population, elle reste importante dans les élites, où elle correspond d'ailleurs à un sentiment ancien, déjà présent du temps soviétique.

La consolidation du tournant actuel de la Russie est ainsi une condition de la pérennité de la convergence qui s'est manifestée à propos de la crise irakienne. Elle passe tout autant par la crédibilité de la politique franco-allemande que par la mise en oeuvre d'une stratégie d'intégration de la Russie. Une telle stratégie doit pouvoir peser sur les variables économiques afin de conforter l'opinion que le futur de la Russie se construira en priorité avec les puissances européennes. Elle doit favoriser la sortie du pays d'une logique rentière, qu'elle soit économique, sociale ou politique.

III. La France et l'Allemagne, si elles agissent de concert, ont aujourd'hui les moyens d'offrir à la Russie une stratégie cohérente de développement. Par ce geste, elles ne contribueraient pas seulement à enraciner la Russie en Europe, mais elles favoriseraient l'émergence d'une dynamique de forte croissance qui aurait des répercussions très favorables sur la conjoncture économique européenne. Une telle stratégie pourrait s'incarner dans différents projets.

- La France et l'Allemagne pourraient céder un tiers des créances russes qu'elles détiennent à une agence d'investissements constituée sur le modèle de la Caisse des Dépôts et Consignations. Celle-ci, en collaboration avec le gouvernement russe, les échangerait contre des actions afin de favoriser l'entrée d'investisseurs directs étrangers dans les secteurs où la modernisation est la plus nécessaire. On soulagerait le budget de la Russie, permettant un effort accru dans le domaine des infrastructures publiques, tout en favorisant son intégration économique et industrielle à l'Europe.
- La France et l'Allemagne sont directement intéressées à un partenariat énergétique et la Russie a besoin de l'expertise européenne pour la modernisation des centrales et de son réseau. À travers la ratification du Protocole de Kyoto par la Russie, qui soutiendrait ainsi les positions françaises et allemandes, la mobilisation des permis négociables deviendrait possible. La gestion en serait confiée à l'agence ci-dessus évoquée. La Russie disposerait ainsi des instruments financiers de la modernisation des infrastructures énergétiques locales et municipales. La France et l'Allemagne s'engageraient alors au niveau de leurs énergéticiens nationaux pour apporter toute l'assistance technique nécessaire. Les deux pays favoriseraient aussi les entreprises qui, à cette occasion, développeraient des projets d'investissements directs. Rapidement mis en place, ce processus éviterait la répétition des incidents qui ont affecté plus de 35 millions de russes cet hiver et serait un facteur décisif de détente d'une situation sociale qui se détériore depuis quelques mois.
- Une coopération scientifique et industrielle dans les techniques de souveraineté serait aussi mutuellement profitable. Elle s'intégrerait à un effort européen, qui pourrait bénéficier du potentiel scientifique et industriel russe.
- Enfin, une coopération dans le domaine agro-alimentaire permettrait de valoriser ce

secteur en Russie en évitant qu'il ne jette sur le marché mondial de larges quantités de matières premières, avec des effets déstabilisants.

Une initiative commune de la France et de l'Allemagne en direction de la Russie, intégrant un projet de développement pour ce pays à une dynamique de relance en Europe aurait un effet décisif et structurant sur la politique russe. Pérennisant les convergences qui se sont manifestées ces dernières semaines, ceci permettrait d'acquérir un effet de levier important pour la politique française.

Jacques SAPIR

Directeur d'Etudes à L'Ecole des Hautes Etudes en Sciences Sociales Directeur du CEMI-EHESS

Responsable Russie-CEI IRSES-MSH

<http://www.ehess.fr/centres/cemi/index.html>

Maison des Sciences de l'Homme # 113 54 Bd Raspail, F-75006 Paris France E-mail:
sapir@msh-paris.fr Tel. 33 (0)1 49 54 20 04 Fax: 33 (0)1 49 54 21 33